



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques
environnementaux

IC n° 2003/1448
GIDIC : 0522-06524
MTB

ARRÊTÉ MODIFICATIF
portant autorisation environnementale
d'une installation classée pour la protection de l'environnement
le préfet des Côtes d'Armor

- VU** le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2014 établissant le cinquième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 août 2005, modifié le 14 octobre 2011, autorisant l'EARL VASLON - LE MEUR à exploiter au lieu-dit « Kerantraou » à Le Vieux Bourg, un élevage avicole de 72 000 emplacements de poulets de chairs standard ;
- VU** la demande présentée le 14 juin 2018 par l'EARL VASLON-LE MEUR, pour le passage en multi-production sans modification du nombre d'emplacements autorisés ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 12 juillet 2018 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 26 juillet 2018 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'élevage est autorisé, par arrêté préfectoral du 14 octobre 2011, à exploiter un élevage avicole de 72 000 emplacements de poulets de chairs standard sur une surface d'élevage de 2 400 m² sur le site "Kerantraou" à LE VIEUX BOURG ;

CONSIDERANT que le projet porte sur la mise en place d'une production multi-espèces, sans changement des effectifs, soit 72 000 emplacements maximum ;

CONSIDERANT qu'aucune modification n'est apportée sur les bâtiments ce qui n'engendre pas de nouvelles nuisances ;

CONSIDERANT que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 30 août 2005 sont modifiées comme suit :

"1. 1. - L'EARL VASLON-LE MEUR, ci après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit «Kerantraou » sur la commune de LE VIEUX BOURG est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, un élevage de volailles dont la capacité maximale est de 72 000 emplacements à moins de 35 mètres d'un cours d'eau, à moins de 100 mètres du tiers le plus proche, conformément aux plans et mémoire annexés à la demande.

1. 2. - Nature des installations

1. 2. 1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité de volume autorisé
3660	a)	A	Élevage intensif	Élevage de volaille	Nombre total d'emplacements	> 40 000	1 place = 1 emplacement	72000	Emplacements

A : (autorisation); E : (enregistrement); DC : (déclaration en contrôle périodique); D : (déclaration); NC : (non classé)

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	3660	6. 6 a)	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles "élevage intensif de volailles et de porcins" de février 2017

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

1. 2. 2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelles
LE VIEUX BOURG	Volaille	A	327 et 74

1. 2. 3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant.

En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur".

Article 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de volailles

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 30 août 2005 sont modifiées comme suit :

« 2. 1. - La surface des poulaillers ne doit pas dépasser 2 400 m².

2. 1. 2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2. 1. 3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2. 1. 4. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre les deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler doivent être collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2. 1. 5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2. 1. 6. - L'exploitant veille en particulier à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage et il adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envois de poussières et matières diverses. Des écrans de végétation d'espèces locales doivent être conservés ou mis en place, le cas échéant, autour de l'installation.

2. 2. - Sécurité

2. 2. 1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2. 2. 2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2. 2. 3. - L'installation classée dispose à 200 mètres au plus de l'établissement en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, d'un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances".

Article 3 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Le Vieux Bourg pour y être consultée ;

- affichée à la mairie de Le Vieux Bourg pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois.

Article 4 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Le Vieux Bourg et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le

31 JUL. 2018

LE-PREFET,
Le Sous-Préfet,
Directeur de Cabinet



Franck LEON